

Contribution au rapport pour le Débat d'Orientation Budgétaire 2018

Direction des transports

LES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET LA POLITIQUE D'INTERMODALITE

I – DESCRIPTION DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

Les infrastructures et services de transports ferroviaires permettent le développement du transport ferroviaire des voyageurs et à terme des marchandises dans les échanges internes sur l'ensemble de la Corse.

La politique d'intermodalité permet de définir les actions propres pour mettre en cohérence l'ensemble des politiques de transports terrestres intérieures (routiers et ferroviaires) afin d'offrir des services adaptés à la demande et aux différents territoires.

Quatre missions essentielles :

- Gestion des opérations d'infrastructures ferroviaires et d'acquisitions de matériels roulants dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement;
- Gestion administrative et financière du contrat de délégation de service public (DSP) avec la SAEML des Chemins de fer de Corse;
- Impulsion et gestion de la politique d'intermodalité en liaison avec les différents partenaires internes (services des transports routiers, AUE) qu'externes (CFC, services des transports des agglomérations, communautés de communes);
- Instruction et suivi des opérations co-financées (FEDER, CPER) dans le cadre des opérations d'investissement liées à la mobilité.

II – LES EVOLUTIONS DE CONTEXTE ET PERSPECTIVES

Parmi les évolutions importantes, il convient de noter dans le cadre de la loi NOTRe du transfert à la Collectivité de Corse en 2017 des lignes routières régulières et scolaires. Ce transfert nécessite une appropriation de la gestion des lignes et la mise en place d'outils pour réaliser la conception des horaires et suivre la fréquentation.

La mise en œuvre du schéma régional de l'intermodalité dont l'étude a commencé en 2017 devrait permettre d'aboutir à une recommandation quant à la hiérarchisation technique et financière des réseaux de transport terrestres publics en Corse.

Le contrôle de la chambre régionale des comptes réalisé en 2017 sur la SAEML et le service ferroviaire de la collectivité amènera probablement aussi des recommandations en 2018 sur le pilotage de la SAEML et la mise en place d'outils adaptés.

Au-delà de ces deux problématiques, l'enjeu pour la direction des transports est de pouvoir en priorité mettre en œuvre les opérations d'investissements prévues dans les cadres cofinancés avec l'Etat (PEI et CPER), avec l'Europe (FEDER) ainsi que la mise en œuvre progressive du PPI 2017-2026 de la Collectivité de Corse voté en avril 2017. Pour mémoire, les plans sont les suivants :

- CPER 2006-2013 et PEI 3

L'opération de régénération de 3 tunnels bénéficie d'un arrêté de financement CPER de la part de l'Etat à hauteur de 60%. Toutefois, le marché doit avoir été notifié d'ici au 31/12/2018

L'opération de modernisation des passages à niveaux bénéficie aussi d'un arrêté de financement CPER de la part de l'Etat sous réserve d'un commencement des opérations en 2018

L'opération de régénération du pont du Vecchio a aussi obtenu un arrêté de cofinancement de la part de l'Etat au titre du PEI 3. Les travaux doivent débuter à l'été 2018 et se terminer au 1^{er} trimestre 2019.

- CPER 2015-2020 CCVU : 22,5M€ ;

Le programme contient exclusivement la mise en œuvre de la commande centralisée pour voie unique (CCVU) sur les parties non équipées du réseau (211 km sur 232 km)

- CPER 2015-2020 volet intermodal: 7,5M€ ;

Ce programme est en cours de discussion avec l'Etat, la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien, de la Communauté d'Agglomération de Bastia. Il devrait contenir à minima le déploiement de la billettique, la réalisation de nouvelles haltes sur Ajaccio et la réalisation d'études détaillées sur le tram train à Bastia.

- PEI 4 2017-2024 : 25M€;

Ce programme contient la rénovation des 5 ponts métalliques, la sécurisation des tunnels avec la radio sol train ainsi que la mise en accessibilité des 9 gares principales du réseau et la modernisation des haltes périurbaines

- FEDER 2015-2020 : 8M€ ;

Le cadre de performance prévoyait la réalisation de 8 haltes sur le périurbain de Bastia. 5 ont déjà été réalisées, une est programmée en 2018 (Furiani) et deux autres sont à faire en 2018 et 2019 (Casatorra et mise en accessibilité de Montesoro)

- PPI 2017-2026 : 256M€.

Ce programme voté en avril 2017 reprenait l'ensemble des opérations relevant des programmes cofinancés ainsi que d'autres opérations à ce jour non co financées (déploiement de la commande centralisée sur 100% du réseau ; rénovation du patrimoine ferroviaire ; réouverture de la ligne ferroviaire entre Casamozza et Folelli ; acquisition du nouveau matériel périurbain).

III – EXPOSE DES ECHEANCES A COURT, MOYEN ET LONG TERME

Le budget d'investissement demandé est de **respectivement 5,1 M€ DE CP et 45,4M€ d'AP**. Ce budget est destiné à permettre de programmer dans de bonnes conditions les programmes co financés au titre du CPER (22,5M€) ; du volet intermodal du CPER (7,5M€) ; du PEI 4 (25M€) et du FEDER (8M€).

En 2018, les objectifs poursuivis pour les transports ferroviaires conduisent à poursuivre ou à engager notamment les opérations d'investissement suivantes :

- La poursuite des études de l'extension sur la plaine orientale
- Les travaux de confortement de parois rocheuses (1,45M€)
- La modernisation création d'un passage piéton souterrain à la gare de Furiani, la modernisation des haltes de Montesoro et de Casatorre dans la continuité des 5 gares Bastiaises modernisées en 2017 (0,637M€)
- La poursuite de la mission de maîtrise d'œuvre de la CCVU (0,358M€)
- Les travaux sur le pont du Vecchio (0,441 M€)
- Le protocole transactionnel relatif à l'acquisition des matériels AMG (0,543M€)

Le volume d'AP demandé (45,4M€) est destiné à permettre d'engager ou de poursuivre les opérations inscrites au CPER, au PEI 4 et au FEDER et à engager la mise en œuvre progressive du PPI 2017-2026.

Le budget demandé en fonctionnement pour l'année 2018 est de 22,850M€

Intitulé	Crédits de de paiement
DSP et contribution étudiante	22 084 000 €
Assistance et expertise (audit SAEML,expertises)	300 000 €
Entretien bâtiments ferroviaires	10 000 €
Entretien ouvrages ferroviaires	30 000 €
Schéma directeur Matériel Roulant (fin de l'étude)	30 000 €
Etude préliminaire plaine Orientale (tranche optionnelle)	96 000 €
Total	22 850 000 €

En 2018, les objectifs poursuivis pour la politique d'intermodalité

- Les études du Schéma Régional de l'Intermodalité 171 000 €
- Les études du Plan des transports routiers interurbains de la Corse 140 000 €
- Les études pour la mise en œuvre d'une politique de tarification intermodale des transports terrestres 24 000 €
- La participation financière à l'enquête mobilité des personnes en haute saison touristique 300 000 €

IV - RECETTES :

Les recettes d'investissement sont constituées des subventions d'investissements versées par l'état et l'UE au titre du POE FEDER, du CPER et du PEI. Elles ont été estimées sur 2018 à environ 1,2M€. La part des recettes faibles au regard des besoins de CP s'explique par les éléments suivantes :

- protocoles d'accord à solder, budget 100% CDC : Dépôt de Bastia et acquisition des autorails AMG : 2,1 M€
- part études et MOE sur budget 100% CDC afin de préparer les dossiers cofinancés : 3 M€
- engagements pour achever des opérations qui ne bénéficient plus de cofinancements (plafonds de subvention atteints) : 3M€

Les recettes de fonctionnement sont issues de l'intéressement au résultat de la convention de DSP avec la SAEML CFC. Elles sont estimées en 2018 à 1,2M€.